

# News Release

# Communiqué

Minister for  
International  
Trade



Ministre du  
Commerce  
extérieur

N<sup>o</sup> 007

Le 16 janvier 1989

## EXPERTISE CANADIENNE AU SERVICE DE L'INDE POUR L'EXPLOITATION D'UNE MINE DE CHARBON

Le ministre du Commerce extérieur, John C. Crosbie, a annoncé aujourd'hui que le gouvernement indien avait signé avec la Corporation commerciale canadienne un contrat d'une valeur de 166 millions de dollars canadiens en vue de la fourniture, par Met-Chem Canada Inc. à Montréal, d'équipement et de services visant à accroître la production de la mine de charbon à ciel ouvert Rajmahal en Inde. La Société pour l'expansion des exportations appuie la vente en offrant un financement à l'acheteur.

Le contrat doit faire passer la production annuelle de la mine de 1 million à 10,5 millions de tonnes. Le charbon extrait alimentera deux centrales thermiques locales. Pendant l'exécution du contrat, Met-Chem Canada fournira des services d'ingénierie et de l'équipement d'origine canadienne, notamment du matériel minier, des blocs d'alimentation, du matériel de communication, des engins de terrassement, des pelles mécaniques, des trépan, des camions et des génératrices. La vente devrait créer 5 000 années-personnes d'emploi au cours des cinq ans prévus pour l'exécution du contrat.

En annonçant la nouvelle, M. Crosbie a déclaré que «ce projet est important pour les fabricants canadiens de l'industrie minière puisqu'il leur donne l'occasion de fournir de l'équipement, d'acquérir de nouvelles compétences et de mieux faire connaître les compétences du Canada dans ce secteur.»

Firme d'ingénierie et de consultation fondée en 1969, Met-Chem Canada Inc. possède une vaste expérience en consultation, en conception, en approvisionnement et en exploitation dans l'industrie minière et celle de l'acier, tant au Canada qu'à l'étranger, notamment en Inde.

La Corporation commerciale canadienne est une société d'État dont le mandat est de servir d'entrepreneur principal lorsque les pays étrangers ou les organismes internationaux veulent acheter des biens et services canadiens en passant des contrats de gouvernement à gouvernement.

.../2